

Les Cahiers
du CRH

Les Cahiers du Centre de Recherches Historiques

Archives

36 | 2005

Pour une histoire de la recherche collective en
sciences sociales

Lieux et idées pour la recherche collective en histoire

Les premières décennies du Centre de Recherches Historiques et les
pratiques ouest-allemandes (1949-1975)

Lutz Raphael



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ccrh/3045>

DOI : 10.4000/ccrh.3045

ISSN : 1760-7906

Éditeur

Centre de recherches historiques - EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 30 juin 2005

ISSN : 0990-9141

Référence électronique

Lutz Raphael, « Lieux et idées pour la recherche collective en histoire », *Les Cahiers du Centre de Recherches Historiques* [En ligne], 36 | 2005, mis en ligne le 24 mai 2011, consulté le 04 mai 2019.

URL : <http://journals.openedition.org/ccrh/3045> ; DOI : 10.4000/ccrh.3045

Ce document a été généré automatiquement le 4 mai 2019.

Article L.111-1 du Code de la propriété intellectuelle.

Lieux et idées pour la recherche collective en histoire

Les premières décennies du Centre de Recherches Historiques et les pratiques ouest-allemandes (1949-1975)

Lutz Raphael

- 1 Dans l'historiographie des sciences sociales et de l'histoire, l'approche comparative est plutôt pratiquée au niveau des théories et des idées. Le monde des livres et des concepts semble être plus international que le monde des pratiques de recherche et des positions sociales des chercheurs. Celui-ci est, à première vue, beaucoup plus marqué par des traditions nationales et des situations locales. Mais la création et la pratique des centres de recherche collective ont engendré des problèmes identiques. Partout, il a fallu organiser la division interne du travail, la hiérarchie des postes, les formes de coopération intellectuelle, la durée et le financement des projets de recherche, le statut des chercheurs. Il me semble très fructueux de confronter, dans une perspective comparative, les solutions adoptées dans les différentes institutions de la recherche collective et d'analyser le poids des facteurs nationaux ou locaux qui sont intervenus dans la genèse de leurs structures, en considérant aussi bien l'échelle des centres que l'organisation d'ensemble des champs de recherche nationaux. Dans cette perspective générale, le texte suivant va confronter l'expérience des débuts du Centre de recherches historiques (CRH) de la VI^e Section de l'École pratique des hautes études (EPHE) aux développements de la recherche collective en histoire en Allemagne fédérale pendant la même époque.
- 2 Les historiens allemands de l'histoire ou des sciences sociales n'ont pas encore exploré les archives des centres de recherche créés après 1945 dans leur pays pour reconstruire les modes de production du savoir historique à l'œuvre dans les décennies d'après-guerre. Le plus grand centre de recherche sur l'histoire du XX^e siècle en Allemagne, l'*Institut für Zeitgeschichte* à Munich a fêté son cinquantième anniversaire en 1999, mais la publication préparée pour l'occasion offre peu de réflexions et d'information sur les questions qui nous occupent ici¹. Cet exemple souligne à quel point la comparaison qui va suivre reste

provisoire. Elle n'est que le premier bilan d'une étude en cours. Toute micro-analyse sur des biographies collectives du personnel ou sur des documents internes permettant d'entrevoir les procédés de recherche serait encore prématurée.

Les contextes nationaux

- 3 Pour comprendre l'histoire du CRH dans ses débuts, je l'ai moi-même replacée en premier lieu dans son contexte national². Pour la France, l'entre-deux-guerres représente la phase des initiatives et des premières formules qui cherchent à transférer l'idée du laboratoire sur le terrain de l'histoire, mais au niveau des pratiques ce sont les années cinquante et soixante qui marquent le pas décisif vers la recherche collective dans les sciences historiques. Ce schéma chronologique n'est pas valable pour l'Allemagne. À première vue, nous constatons des initiatives tout à fait comparables à celle de Lucien Febvre et de Charles Morazé dans les années 1947 et 1948³. Après le désastre de la défaite militaire et politique du Reich, les forces alliées et un certain nombre d'historiens ont insisté sur la nécessité de réécrire l'histoire allemande et de réorganiser la vie professionnelle⁴. À cet effet, ils se sont efforcés de fonder des centres de recherche indépendants des facultés, et plus consistants que les instituts attachés aux séminaires (*historische Seminare*). Dans la tradition universitaire allemande, ceux-ci constituaient des unités de recherche et d'enseignement, le terme désignant à la fois le cours hebdomadaire pour les étudiants avancés, le lieu de travail commun – à savoir la bibliothèque et les bureaux des professeurs – et l'unité administrative et juridique formée par le corps des chercheurs (étudiants et professeurs)⁵.
- 4 À la suite des initiatives lancées dans l'atmosphère d'autocritique des « années zéro » (1945-1949)⁶, toute une série de nouveaux centres de recherche furent fondés dans les années cinquante. À côté de l'*Institut für Zeitgeschichte* à Munich, il faut citer le *Max-Planck-Institut für Geschichte* à Göttingen, l'*Institut für europäische Geschichte* à Mayence, l'*Arbeitsstelle für Sozialforschung* à Dortmund et la *Kommission für Geschichte der Parteien und des Parlamenta-rismus* à Bonn.
- 5 La dispersion de ces organismes un peu partout en République fédérale a résulté, dans cette première phase, des effets de la mise en place de la constitution fédérale. Les *Länder* allemands assumaient désormais seuls la responsabilité des affaires culturelles et veillaient à ne pas perdre leurs prérogatives au profit des institutions fédérales créées en 1949. Il en a résulté un paysage compliqué où la dispersion régionale des centres de recherche correspondait plus ou moins aux divisions du travail scientifique : Munich et Bonn se partageaient l'histoire contemporaine, Göttingen et Mayence s'engageaient dans l'histoire médiévale et moderne.
- 6 Mais la simultanéité de ces initiatives dans l'immédiate après-guerre est plutôt trompeuse. Dans le cas allemand, la préhistoire de ces créations est à la fois plus longue et plus compliquée qu'en France. Qui plus est, elle a débouché sur une image plutôt négative de la recherche collective en histoire. Pour la surmonter et vaincre les réticences massives des milieux universitaires, les réformateurs de l'après-guerre ont dû mobiliser leur renommée intellectuelle et des arguments bien trempés.
- 7 En effet, dès la fin du siècle dernier, des réformateurs comme Karl Lamprecht⁷ avaient entrepris de fournir un cadre pour des enquêtes collectives. S'inspirant de leurs collègues des sciences exactes, ils avaient créé des instituts étroitement liés à leurs chaires et dotés

d'un équipement technique de base pour entretenir un travail continu de recherche. Après l'histoire ancienne, où Theodor Mommsen surtout avait plaidé en faveur d'un travail collectif, l'histoire régionale était devenue le terrain privilégié pour ces nouvelles formules de coopération et d'interdisciplinarité. À l'intérieur de ces instituts, l'histoire traditionnelle axée sur les textes narratifs ou sur les chartes et diplômes rencontrait la recherche toponymique, l'ethnographie et la recherche agraire⁸.

- 8 Mais les difficultés financières de la République de Weimar avaient réduit les budgets de ces centres et maintenu ces instituts universitaires dans des tailles modestes, avec peu ou pas de personnel permanent. De ce point de vue, les similitudes avec la situation française étaient encore très fortes au début des années trente⁹.

L'héritage nazi

- 9 Aussi, en Allemagne, le programme et l'idée de la recherche collective sont avant tout liés à la dictature nazie. Entre 1933 et 1945, la recherche collective en sciences sociales fait des progrès énormes. À côté de la création de nouveaux centres de recherche gérés par le Reich comme par exemple le *Reichsinstitut für Geschichte des neuen Deutschlands* dirigé par le jeune historien nazi Walter Frank et promoteur d'une nouvelle histoire politisée et idéologiquement en ligne avec les idées raciales du mouvement national-socialiste, on trouve une myriade de centres initiés et subventionnés par les appareils concurrents du régime. Les ministères (notamment ceux de la Justice, de la Défense, de l'Économie, de l'Intérieur, de l'Enseignement), la centrale du parti, et finalement la *Schutzstaffel(SS)* et son système de pouvoir parallèle en pleine expansion à partir de 1934, deviennent les principaux organisateurs et financeurs de la recherche collective.
- 10 Au cours des dix dernières années, les recherches sur ces réseaux de recherche ont fait des progrès substantiels : nous disposons désormais d'un tableau plus ou moins complet de leurs structures organisationnelles et de la façon dont ces centres jouaient de leurs liens avec l'administration, le monde politique et les sciences sociales. Sans pouvoir détailler ici ces dimensions, il est très important pour notre sujet d'avoir à l'esprit que le nombre de chercheurs employés dans ces organismes monta en flèche à partir de 1936.
- 11 Deux axes de recherche étaient privilégiés : le premier, qui avait déjà pris un essor considérable dans les années vingt, était la recherche sur les populations de langue ou de souche allemandes qui vivaient à l'étranger. L'histoire culturelle, sociale et économique de ces groupes devint un objet de recherche privilégié des historiens du social dans l'entre-deux-guerres. Son emblème était le terme de *Volksgeschichte* (histoire du peuple) ou, dans sa variante multidisciplinaire, de *Volksforschung* (recherches sur le peuple)¹⁰. Cet objet de recherche hautement politisé avait pour but de fournir les raisons historiques, ethniques et culturelles pour la révision du traité de paix de Versailles et pour la politique d'expansion du régime nazi à partir de 1936. Dès 1931, tous les chercheurs engagés sur ce terrain étaient déjà organisés dans un réseau unique dirigé de manière centralisée à Berlin par le directeur des archives de l'État prussien, Albert Brackmann, en liaison directe avec le ministère des Affaires étrangères. Cette connexion étroite entre politique et recherche fut encore renforcée après l'installation des nationaux-socialistes au pouvoir. Les chercheurs étaient regroupés dans des unités de recherche comprenant en moyenne entre 20 et 30 personnes, mais souvent encore plus petites. Pendant la Seconde Guerre mondiale, ces *Volksdeutsche Forschungsgemeinschaften* regroupaient environ mille collaborateurs dont beaucoup étaient des historiens ou des géographes¹¹.

- 12 L'autre axe de la recherche collective était la géopolitique et la géohistoire, la *Raumforschung* (littéralement « recherche sur l'espace »)¹². Dans ce réseau, que l'on ne peut séparer clairement de l'autre axe, que pour des raisons analytiques le nombre de sociologues, de géographes et d'autres chercheurs de sciences sociales était plus élevé, sans que les historiens en soient absents. Il s'agissait d'un réseau de centres de recherches affiliés à des appareils politiques souvent en conflit pour le monopole de la gestion et de la décision sur cette question centrale de l'idéologie et de la politique nazies, à savoir la réorganisation de l'espace à partir de critères ethniques et raciaux. Ces centres de recherche avaient pour but de fournir des renseignements chiffrés et des modèles d'explication et de prévision qui devaient permettre une planification démographique et sociale à court et à long terme. Il faut dire que dans les deux réseaux, le travail des spécialistes était très efficace et que l'interdisciplinarité était la règle quand il s'agissait d'analyser une région agraire ou un quartier urbain. Leur heure sonna en 1939, quand l'expansion militaire du Reich mit à la disposition du régime de vastes territoires et une grande partie des populations de l'Europe de l'Est¹³. L'histoire y jouait largement son rôle¹⁴.
- 13 Cette recherche collective s'adressait surtout aux décideurs politiques, la forme nouvelle des publications était souvent la *Denkschrift* – le mémoire tenu secret et réservé à l'usage interne des instituts, des administrations ou des responsables politiques. Le point culminant de cette forme d'expertise est représenté par l'anonymat, qui devint la règle dans les publications du *Arbeitswissenschaftliches Institut der Deutschen Arbeitsfront*¹⁵.

Les débuts dans la République fédérale

- 14 Il faut insister sur cette dimension de la préhistoire de la recherche collective pour comprendre les réticences des milieux universitaires ouest-allemands qui, après guerre, pouvaient toujours se targuer d'arguments politiques pour défendre l'individualisme traditionnel du métier contre les risques de la recherche collective. Après 1945, les idées-clés de la recherche collective de l'entre-deux-guerres, l'analyse pluridisciplinaire de régions ou de structures selon des critères de race, d'unité culturelle ou linguistique, n'étaient plus à l'ordre du jour. Avec elle, l'interdisciplinarité et certaines méthodes nouvelles (surtout en sociologie agraire ou en démographie avec la reconstitution de familles) devinrent des tabous et ne furent plus que très peu pratiquées. Le déclin de l'idée de recherche collective en Allemagne fédérale fut favorisée par l'évolution de la discipline en République démocratique d'Allemagne. Les recherches en sciences sociales et en histoire y furent soumises à un contrôle idéologique très strict, par le biais d'une centralisation étroite à l'Académie des sciences à Berlin et dans quelques autres centres directement contrôlés par le parti communiste (SED). Par la suite, recherche planifiée et centralisée en sciences humaines et totalitarisme rimèrent facilement dans l'imaginaire de l'Ouest.
- 15 Il ne faut pas oublier qu'un grand nombre de chercheurs s'étaient d'ailleurs engagés personnellement dans la politique d'extermination du régime nazi et n'avaient aucun intérêt à rendre publique cette période de leur carrière¹⁶. Une bonne partie des pratiques et des expériences professionnelles de ces années furent alors passées sous silence et font partie encore aujourd'hui de ce que l'on peut appeler avec Erving Goffman la vie souterraine (*underlife*) de la recherche collective¹⁷. Même après la guerre et dans des cadres politiques et idéologiques profondément transformés, les réseaux personnels

fonctionnaient toujours très bien et beaucoup de chercheurs autrefois engagés dans la géopolitique et la géohistoire nazie de la *Raumforschung* et des *volksdeutschen Forschungsgemeinschaften* se sont retrouvés dans des institutions nouvellement créées comme par exemple les organismes pour l'aménagement du territoire fondé par les nouveaux Länder. Ils rejoignirent également les instituts destinés à l'analyse des pays de l'Est et des systèmes socialistes de type soviétique, qui ne changeaient que l'idéologie, légitimant leurs activités de recherche en maintenant leur programme strictement anticommuniste.

- 16 Mais vu les fondements idéologiques de ces expériences de recherche collective, il a fallu réinventer les fondements idéels et organisationnels de la recherche collective en Allemagne fédérale après 1945. Paradoxalement, l'histoire de « la catastrophe »¹⁸ du régime nazi lui fournit un premier argument. En effet, l'histoire contemporaine allemande ne pouvait pas attendre les délais de trente ans prévus par la loi sur les archives publiques avant de s'engager dans la recherche des causes et des effets du nazisme. La reconstruction minutieuse des faits et l'information complète du public sur cette période furent à la base du programme conçu pour l'Institut d'histoire du temps présent de Munich¹⁹. Il en résulta une division bien nette des tâches à l'intérieur de l'institut : la documentation, l'édition, l'expertise politique et juridique y occupaient une place primordiale, à côté de la recherche proprement dite qui accomplissait des progrès plus lents. Toutes ces branches d'activité contribuaient aux nombreuses publications de l'institut. Depuis 1953, celui-ci dispose de sa propre revue, les *Vierteljahreshefte für Zeitgeschichte* qui, durant plus de trente ans, furent les seules en Allemagne à se consacrer à l'histoire du XX^e siècle.
- 17 L'institut de Munich a consacré beaucoup d'énergie à établir le plus tôt possible un centre de documentation et d'archives sur la période nazie²⁰. Il a, par exemple, commencé très précocement à faire interviewer des témoins pour contrebalancer les pertes archivistiques résultant des destructions de la guerre et de la volonté délibérée des nazis : la critique des sources et la reconstruction de dossiers lacunaires représentèrent tout au long de ses quatre premières décennies un des efforts majeurs de l'Institut et de ses collaborateurs. Le point culminant de ce travail d'archives est resté la reconstruction des archives du Secrétariat central du Parti national-socialiste, détruit à la fin de la guerre mondiale, à l'aide des copies retrouvées dans les archives d'autres administrations.
- 18 Plus spectaculaire a été l'intervention de l'Institut dans les grands procès des années soixante, quand la justice de la République fédérale d'Allemagne finit par accuser des responsables et des collaborateurs des camps d'extermination et de concentration de Majdanek et d'Auschwitz. Des chercheurs de l'Institut fournirent des rapports détaillés sur toute la gamme des questions historiques évoquées devant les tribunaux, y compris la situation politique générale et les stratégies de la SS sous Himmler.
- 19 L'Institut de Munich ne comptait que cinq collaborateurs permanents en 1956, mais six ans plus tard, en 1962, il en comptait douze. La continuité de ces collaborations a créé un « patriotisme de l'institution » qui est tout à fait comparable à celui du Centre de recherches historiques (CRH) à la même période. Mais dans le cas de Munich, ce patriotisme avait une base très concrète : jusqu'en 1972, une ancienne villa dans un faubourg de Munich hébergeait sur deux étages toute l'équipe et surtout la bibliothèque et les archives de l'Institut. Les deux dernières sections représentaient l'épine dorsale de toutes les autres activités historiographiques. Les microfilms des grandes séries documentaires sur l'époque nazie y étaient rangés, tout le matériel inventorié et catalogué. Dans ce sens, l'Institut de Munich incarna dès ses origines ce que le premier

directeur d'un autre institut historique allemand, le médiéviste Herman Heimpel, a nommé l'idée d'« une communauté quotidienne de travail dans un seul bâtiment »²¹. Jusqu'au début des années soixante-dix, les équipes de recherche restaient toujours petites, la recherche collective était l'exception à la règle d'un partage individuel des terrains de recherche. Seules les tâches de documentation étaient organisées collectivement. Cela n'a pas changé de manière radicale quand, à partir de 1964, l'Institut s'est engagé dans des enquêtes programmées, financées par d'autres fondations pour la recherche scientifique en Allemagne fédérale, comme la *Volkswagenstiftung* ou la *Deutsche Forschungsgemeinschaft*. Mais ce n'est qu'à partir de 1972, sous la direction de Martin Broszat, que l'Institut de Munich a fait le pas décisif vers la recherche collective en lançant un grand nombre de projets dont quelques-uns engageaient des équipes de plus de vingt collaborateurs²².

- 20 En comparaison des activités de l'Institut de Munich, les autres organismes de recherche collective étaient plus modestes, avec un nombre de collaborateurs et des crédits pour le matériel encore plus restreints dans les deux premières décennies. L'Institut de Göttingen fait partie des centres appartenant à la *Max-Planck-Gesellschaft*, héritière de la fondation *Kaiser-Wilhelm-Gesellschaft*. Cet institut, créé en 1956 dans un cadre organisationnel fortement marqué par la « big science »²³, se concentra sous la direction de son premier directeur, le médiéviste Hermann Heimpel, sur l'histoire du Moyen Âge et des Temps modernes. Mais l'Institut de Göttingen était plus libre que le centre de Munich dans le choix de ses domaines d'activités et ses directeurs ont pu disposer très librement des ressources mises à leur disposition.
- 21 Comme à Munich, il existe un conseil scientifique composé d'historiens et d'autres universitaires qui ne sont pas directement liés à l'institution et qui doivent contrôler les choix programmatiques et évaluer les résultats de recherche. Alors que le Conseil scientifique de l'Institut de Munich a surtout, au début, joué un rôle effectif de contrôle indépendant, celui de Göttingen a laissé les coudées franches à Heimpel et à ses successeurs à la direction de l'Institut en matière de politique de recherche. Il me semble d'autant plus typique pour la situation encore incertaine des années cinquante que l'Institut de Göttingen ait choisi comme terrain d'activités une tâche traditionnellement organisée collectivement en histoire en se lançant dans la refonte d'un grand répertoire de sources et de bibliographie d'histoire allemande, le fameux répertoire de Dahlmann-Weitz datant des débuts héroïques de la discipline²⁴. À côté de ce grand projet documentaire qui devait encore user deux générations de chercheurs à Göttingen, les autres chercheurs du *Max-Planck-Institut* poursuivirent plutôt toutes sortes de projets de recherche individuels sur la période médiévale et moderne.
- 22 Une autre solution pour la coordination du travail collectif fut inventée au sein de l'Institut d'histoire européenne de Mayence²⁵. Dès ses débuts en 1950, il s'orienta dans une direction plus internationale, en particulier vers les Français. L'Institut organisa son travail en combinant l'engagement de quelques collaborateurs permanents (entre trois et cinq chercheurs plus le directeur) avec la distribution de bourses (généralement annuelles) pour des doctorants. L'Institut de Mayence est ainsi devenu un lieu de rencontre entre des jeunes chercheurs allemands et étrangers travaillant sur l'histoire allemande ou européenne. Jusqu'en 1968, une bonne centaine de stagiaires ont passé en moyenne un an à Mayence. Cette sorte de séminaire européen et international de troisième cycle avant la lettre mettait l'accent sur des thèmes d'histoire européenne

concernant les époques moderne et contemporaine, mais il n'a jamais défini de projets fédérateurs.

La comparaison avec le Centre de Recherches Historiques

- 23 Ces exemples indiquent que les formules organisationnelles sont restées très variées dans la République fédérale d'Allemagne. Mais si l'on se souvient des débuts improvisés du CRH dans les années précédant les créations de postes permanents au début des années soixante, nous ne sommes pas si loin des situations que nous avons rencontrées à l'est du Rhin. Avec le CRH, nous retrouvons en particulier un engagement très lourd pour l'édition et pour la publication dans les cinq premières années. Et en 1959, la taille du Centre est encore comparable à celle des institutions allemandes.
- 24 Mais les situations changèrent vite au cours des années soixante. Le CRH doubla ses effectifs, de véritables équipes de recherche furent formées en son sein et l'heure des grandes enquêtes quantitatives sonna. J'ai décrit en détail les effets que ce changement programmatique a eus sur l'organisation interne du CRH²⁶. C'est l'heure de la naissance de l'historien chercheur engagé à plein temps dans la recherche organisée en équipes. L'intégration du CRH dans le contexte plus large du CNRS via le contrat de 1966 confirma un état de fait. Pour la comparaison, j'en soulignerai quelques traits essentiels : le personnel scientifique du CRH fut intégré dans un système hiérarchique assez strict et engagé dans des recherches pluriannuelles utilisant des procédures quantitatives « lourdes ». Cette politique du Centre était un élément de la stratégie d'innovation que le président de l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS), Fernand Braudel, imposa, durant ces années dans sa maison, pour faire du courant des *Annales*, « l'avant-garde » de la recherche historique.
- 25 Il est intéressant de comparer les logiques de l'innovation qui ont dominé dans les différents centres de recherche. En adoptant les modèles de la sociologie du champ scientifique, on peut parler d'une « stratégie conservatrice d'innovation » dans le cas du CRH à partir de 1965²⁷. Par contraste, une bonne partie de l'activité des centres ouest-allemands ne relève pas de la recherche mais des tâches classiques d'une organisation collective en histoire, à savoir l'édition scientifique et la documentation. Cela tient d'abord au fait qu'à cette époque, le champ historiographique allemand était encore largement dominé par des courants méthodologiquement et conceptuellement conservateurs, peu enclins à des recherches collectives. L'histoire sociale fut organisée ailleurs, dans le cadre classique de l'Université : c'est à Heidelberg que Werner Conze fonda en 1957 son Institut d'histoire sociale, mais à l'aide d'une organisation souple, le Cercle d'histoire sociale de l'époque contemporaine (*Arbeitskreis für moderne Sozialgeschichte*) qui réunissait deux fois par an un groupe de professeurs d'histoire, de droit, de sociologie et d'économie pour un séminaire de trois jours sur un sujet choisi²⁸. En même temps, le cercle commandait des recherches individuelles et collectives. C'est ainsi qu'il lança au début des années soixante le grand projet d'un dictionnaire critique des mots-clés de l'histoire allemande contemporaine (*Geschichtliche Grundbegriffe*)²⁹, dont la coordination effective demeura entre les mains de Koselleck et du secrétariat du Cercle, situé à Heidelberg.

- 26 L'Institut de Munich a associé une « stratégie d'occasion » en profitant du quasi-monopole d'accès aux sources pour l'histoire du nazisme, à l'invention d'une problématique et d'un champ nouveaux en histoire, ceux de l'histoire du temps présent (*Zeitgeschichte*). Les réflexions théoriques et méthodologiques des collaborateurs de l'institut ont dominé la phase de constitution de ce nouveau terrain de recherche, qui était chronologiquement défini par l'entre-deux-guerres (phase finale de la Première Guerre mondiale incluse)³⁰.
- 27 En termes d'organisation de la recherche, les années soixante ont approfondi les différences qui existaient déjà entre les systèmes français et allemand. Les instituts allemands perpétuèrent la tradition établie au XIX^e siècle par les commissions d'histoire des académies en embauchant des jeunes chercheurs pour une durée limitée de trois ou cinq ans³¹. Durant cette période, ces historiens devaient finir l'une des deux thèses (*Dissertation* ou *Habilitation*) nécessaires pour leur carrière universitaire. La plupart d'entre eux quittèrent les instituts cités pour passer à un poste universitaire et poursuivre leur carrière comme professeurs. Ce système assez souple, qui resta intact pendant les années cinquante, soixante et soixante-dix, permit aux directeurs des centres de recherche d'intégrer leurs instituts dans le champ historique allemand, toujours dominé par les universités. Bon nombre de professeurs d'université des années soixante-dix et quatre-vingt ont débuté leurs carrières en tant que chefs de travaux, stagiaires ou boursiers de l'Institut de Munich, de Göttingen ou de Mayence. En choisissant un tel système de recrutement, les instituts donnaient beaucoup plus de liberté d'action à leurs collaborateurs, mais ils renonçaient à des programmes de recherche plus ambitieux.
- 28 Seul l'Institut de Munich fit exception parce qu'il avait à poursuivre certaines tâches très lourdes (telles les expertises juridiques ou l'archivage) indépendamment des engagements temporaires des jeunes collaborateurs. Il ne faut pas oublier que l'histoire du temps présent n'était que très rarement pratiquée dans les universités pendant les années cinquante et soixante. Du même coup, un nombre croissant de chercheurs permanents de l'institut devinrent des experts incontestés de l'histoire de l'époque nazie et de la Seconde Guerre mondiale. Entre 1959 et 1989, les directeurs de l'Institut furent recrutés dans ce groupe de chercheurs formés au sein de l'Institut et marqués par son « patriotisme d'institution ». Il en résulta une certaine distance vis-à-vis du monde universitaire qui est tout à fait comparable à celle que l'on peut observer dans le cas du CRH et de la VI^e Section de l'École pratique des hautes études.

Tendances nouvelles

- 29 Pour systématiser nos observations comparatives, on observe des voies divergentes dans les programmes de recherche, mais aussi dans l'organisation du travail collectif et dans l'insertion des centres dans le champ professionnel. L'individualisme traditionnel du système universitaire fut beaucoup plus respecté dans les centres de recherche ouest-allemands qu'au Centre de recherches historiques des années cinquante et soixante. La différence entre un système d'enseignement supérieur centralisé et hiérarchisé et un système fédéral fondé uniquement sur le modèle universitaire a accru les différences de taille entre les centres allemands et le CRH. À la fin des années soixante, lors des transformations induites par la contestation étudiante et la crise des universités traditionnelles, les différences entre le CRH et ses homonymes allemands étaient plus marquées que dix ans plus tôt.

- 30 Mais à partir des années soixante-dix, les situations respectives changent de nouveau. Au CRH, la période des enquêtes longues et lourdes cède assez rapidement la place à une phase de transition où dominent des équipes plus petites et plus autonomes. En même temps, le personnel du CRH se stabilise et une partie des collaborateurs qui y sont entrés très jeunes se retrouvent dans des positions intermédiaires et sans perspective de carrière universitaire. En Allemagne, des situations comparables se développent à partir de 1979-1980 : à partir de cette date, pratiquement toutes les carrières universitaires vont être bloquées pour plus de dix ans. Un nombre croissant de positions de recherche sont alors transformés en postes permanents, rendant les centres plus autonomes vis-à-vis des universités. En même temps commencent à se faire sentir les effets du nouveau système de financement public de la recherche, organisé sous forme de programmes lancés par les grandes fondations nationales pour la recherche (*Volkswagen Stiftung* ou *Deutsche Forschungsgemeinschaft*) pour une durée de trois, six ou neuf ans. L'Institut de Munich, par exemple, lance en 1973 sa première grande enquête collective à propos de la résistance et de la vie quotidienne sous la dictature nazie en Bavière. Cette enquête dure dix ans et implique une bonne trentaine de chercheurs directement ou indirectement liés à l'Institut. Vingt-quatre auteurs ont présenté les résultats de leur recherches dans une série de six volumes publiés entre 1977 et 1983³². Il saute aux yeux que sous la direction de Broszat (1972-1989), la recherche collective « lourde », fondée sur de grandes équipes et des projets très amples, se développe alors d'une manière très semblable au CRH de Braudel. Dans les deux cas, les directeurs avaient l'ambition de mobiliser des centres déjà bien développés pour des projets scientifiques ambitieux et ils ne manquaient pas de volontarisme dans la poursuite de leurs programmes scientifiques. Les résultats des grands enquêtes ont été assez spectaculaires mais il est évident qu'ils furent aussi payés d'un effort individuel très élevé et peu reconnu de leurs collaborateurs.
- 31 Mais un tel engagement massif reste l'exception. Les autres centres développent une politique plus souple en formant des petites équipes comparables aux groupes de travail s'installant à l'intérieur du CRH à partir des années soixante-dix ou en continuant un travail plutôt individuel. À Göttingen, les deux solutions coexistent. Les jeunes chercheurs spécialistes de l'histoire moderne et contemporaine embauchés au début des années soixante-dix collaborent étroitement, d'abord en présentant leurs hypothèses sur la proto-industrialisation puis en développant l'approche théorique et pratique de l'*Alltagsgeschichte* (histoire du quotidien). Grâce à l'engagement de ses historiens autour de Hans Medick et de Alf Lüdtke, le *Max-Planck-Institut für Geschichte* de Göttingen devient un centre fédérateur pour les historiens du social rétifs à l'école de Bielefeld et à son courant, dominant, d'histoire politique du social³³. Nous trouvons ici un autre exemple d'une stratégie d'innovation qui investit beaucoup dans le développement d'une problématique nouvelle et qui pratique l'expérimentation de procédés méthodologiques. L'engagement de l'Institut de Göttingen en matière d'informatique scientifique, avec le développement du logiciel « Kleio » adapté aux besoins d'une histoire sociale mêlant des approches quantitatives et herméneutiques, est l'aboutissement conséquent d'une telle stratégie. Mais les restrictions budgétaires et la stabilité de l'équipe, qui n'a pratiquement pas subi de changements de personnel pendant plus de vingt ans, ont contrecarré un rayonnement plus large et une poursuite continue de cette stratégie d'innovation plus risquée et plus exigeante en temps et en engagement de recherche.

Conclusion

- 32 Pour résumer cette esquisse comparative, je voudrais souligner quelques traits communs et des différences fondamentales. En ce qui concerne la croissance des institutions, on ne trouve en Allemagne fédérale rien de comparable au Centre de recherches historiques. Le polycentrisme culturel et la constitution fédérale ont barré la route à toute forme de centralisation. Même l'Institut de Munich a dû se contenter de dimensions plus réduites pour son appareil de recherche. Le poids des universités allemandes demeure prépondérant, y compris de nos jours en pleine phase d'expansion de la recherche programmée : malgré les *Sonderforschungsbereich* qui, financés par la *Deutsche Forschungsgemeinschaft*, réunissent, pour une période de neuf ou de douze ans en moyenne, une bonne vingtaine de projets autour d'un thème central et prennent une place croissante dans les sciences sociales et en histoire, les universités restent les lieux privilégiés de la recherche. Ces nouvelles formes de recherche coordonnée sont affiliées aux instituts et séminaires d'universités, de sorte qu'aujourd'hui dans les universités allemandes, un nombre croissant d'historiens chercheurs cohabitent avec des chercheurs enseignants de type classique. Quant à l'organisation interne du travail collectif, nous observons un système plus souple que dans les années soixante en Allemagne. Le travail est divisé en parties qui correspondent à des sujets de thèses de 3^e cycle allemandes (*Dissertation*), ou peuvent être traités par un seul auteur dans le cadre d'une monographie.
- 33 Concernant le statut des chercheurs, nous observons une longue phase intermédiaire en Allemagne fédérale après la promotion de cette figure sociale pendant la dictature nazie et son expansion à partir des années quatre-vingt. En France, qui était en retard sur les tendances allemandes jusqu'aux années quarante, l'après-guerre marque un essor lent mais continu de l'historien chercheur, qui s'accélère dans les années soixante. Le CRH est l'un des premiers lieux où l'on peut en observer les grandeurs et les misères.

NOTES

1. Horst Möller, Udo Wengst (ed.), *50 Jahre Institut für Zeitgeschichte. Eine Bilanz*, Munich, Oldenbourg, 1999.
2. Lutz Raphael, « Le Centre de recherches historiques de 1949 à 1975 », *Cahiers du Centre de recherches historiques*, 10, avril 1993, p. 3-11.
3. Cf. Brigitte Mazon, *Aux origines de l'E.H.E.S.S., le rôle du mécénat américain*, Paris, Cerf, 1988.
4. Winfried Schulze, *Deutsche Geschichtswissenschaft nach 1945*. Munich, Oldenbourg, 1989, p. 228-243.
5. Josef Engel, « Die deutschen Universitäten und die Geschichtswissenschaft », *Historische Zeitschrift*, 189, 1959, p. 223-378.
6. Jean Solchany, *Comprendre le nazisme dans l'Allemagne des années zéro (1945-1949)*, Paris, PUF, 1997.

7. Luise Schorn-Schütte, Karl Lamprecht, *Kulturgeschichtsschreibung zwischen Wissenschaft und Politik*, Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 1984 ; Roger Chickering, Karl Lamprecht, *A German Academic Life (1856-1915)*, New Jersey, Humanities Press, 1993.
8. Pour une excellente mise au point en français, voir Pierre Toubert, « Préface », in Marc Bloch, *Les caractères originaux de l'histoire agraire française*, Paris, Armand Colin, 1988, p. 6-9.
9. Sur des situations analogues en France voir Olivier Dumoulin, « Profession historien, 1919-1939. Un métier en crise ? » Thèse de 3^e cycle, Paris, EHESS, 1983.
10. Willi Oberkrome, *Volksgeschichte. Methodische Innovation und völkische Ideologisierung in der deutschen Geschichtswissenschaft 1918-1945*, Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 1993.
11. Michael Fahlbusch, *Wissenschaft im Dienst der nationalsozialistischen Politik? Die volksdeutschen Forschungsgemeinschaften“ von 1931-1945*, Baden-Baden, Nomos, 1999.
12. Jörg Gutberger, *Volk, Raum und Sozialstruktur. Sozialstruktur- und Sozialraumforschung im « Dritten Reich »* Münster, Lit, 1996.
13. Michael Burleigh, *Germany turns Eastwards. A study of Ostforschung in the Third Reich*, Cambridge, Cambridge University Press, 1988 ; Mechthild Rössler, *Wissenschaft und Lebensraum. Geographische Ostforschung im Nationalsozialismus*, Hambourg, Berlin u.a., Reimer, 1990 ; la même, in Sabine Schleiermacher (ed.), *Der « Generalplan Ost ». Hauptlinien der nationalsozialistischen Planungs- und Vernichtungspolitik*, Berlin, Akademie Verlag, 1993.
14. Sur les recherches concernant les régions frontalières entre la France, la Belgique et l'Allemagne : Peter Schöttler, « Von der rheinischen Landesgeschichte zur nazistischen Volksgeschichte oder die 'unhörbare Stimme des Blutes' » Winfried Schulze, Otto Gerhard Oexle (eds.), *Deutsche Historiker im Nationalsozialismus*, Francfort, Fischer, 1999, p. 89-113.
15. Karl Heinz Roth, *Intelligenz und Sozialpolitik im « Dritten Reich ». Eine methodisch-historische Studie am Beispiel des Arbeitswissenschaftlichen Institut der Deutschen Arbeitsfront*, Munich, Saur, 1993.
16. Voir le débat sur les responsabilités des historiens engagés dans les groupes de recherche de la « Ostforschung » en Europe de l'Est : Winfried Schulze, Otto Gerhard Oexle (eds.), *Deutsche Historiker im Nationalsozialismus*, op. cit., p. 163-273.
17. Erving Goffman, *Asylums. Essays on the Social Situation of Mental Patients and Other Inmates*, Garden City, NY, Doubleday, 1961.
18. C'était le fameux titre de la contribution très influente de l'historien renommé Friedrich Meinecke à la révision de l'historiographie nationale allemande : Friedrich Meinecke, *Die deutsche Katastrophe*, Wiesbaden, Brockhaus, 1946.
19. Horst Möller, « Das Institut für Zeitgeschichte und die Entwicklung der Zeitgeschichtsschreibung in Deutschland », in *50 Jahre Institut für Zeitgeschichte*, op. cit., p.1-68 ; Hellmuth Auerbach, « L'histoire du temps présent à Munich », *Bulletin de l'IHTP*, 8, 1982, p. 7-11.
20. Hellmuth Auerbach, « Das Institut für Zeitgeschichte und seine Bibliothek », *Bibliotheksforum Bayern*, 8, 1980, p. 220-232 ; Werner Röder, « Das Archiv des Instituts für Zeitgeschichte », Munich, *Jahrbuch der historischen Forschung*, 1993, p. 46-53.
21. « Tägliche Arbeitsgemeinschaft in einem Hause », Hermann Heimpel, « Über Organisationsformen historischer Forschung in Deutschland », in *Beiträge zur Organisation der historischen Forschung in Deutschland*, aus Anlaß des 25jährigen Bestehens d. Histor. Komm. Zu Berlin am 3. Februar 1984, Berlin, de Gruyter, 1984, p. 133.
22. Klaus-Dietmar Henke, « Das Institut für Zeitgeschichte unter der Ägide von Martin Broszat 1972-1989 », in Klaus-Dietmar Henke, Claudio Natoli (eds.), *Mit dem Pathos der Nüchternheit. Martin Broszat, das Institut für Zeitgeschichte und die Erforschung des Nationalsozialismus*, Francfort, Campus-Verlag, 1991, p. 39-58.
23. Sa vocation initiale est de réunir des capitaux privés et des versements de l'État afin de financer les laboratoires et leur équipement toujours plus lourd dans les sciences naturelles.

24. Friedrich Christoph Dahlmann, *Quellenkunde der deutschen Geschichte : Bibliographie der Quellen und der Literatur zur deutschen Geschichte*, édité par le Max-Planck-Institut für Geschichte par Hermann Heimpel et Herbert Geuss, 10^e édition, Stuttgart, Hiersemann, 1969ff.
 25. Winfried Schulze, Corinne Defrance, *Die Gründung des Instituts für europäische Geschichte Mainz*, Mayence, von Zabern, 1992.
 26. Lutz Raphael, *op. cit.* p. 38 sq.
 27. Pour la grille de classification, voir Karin Knorr-Cetina, *The Manufacture of Knowledge*, Oxford, Pergamon Press, 1981. Pour le contexte plus large du courant des *Annales*, voir Lutz Raphael, *Die Erben von Bloch und Febvre. « Annales »-Geschichtsschreibung und « nouvelle histoire » in Frankreich 1945-1980*, Stuttgart, Klett Cotta, 1994, p. 177-205.
 28. Winfried Schulze, *op. cit.*, p. 254-262 ; Werner Conze, « Die Gründung des Arbeitskreises für moderne Sozialgeschichte », *Hamburger Jahrbuch für Wirtschafts- und Gesellschaftspolitik*, 1979, p. 23-32.
 29. Otto Brunner, Werner Conze, Reinhart Koselleck (ed.), *Geschichtliche Grundbegriffe. Historisches Lexikon zur politisch-sozialen Sprache in Deutschland*, 8 vol., Stuttgart, Klett, 1972-1997.
 30. Hans Rothfels, « Zeitgeschichte als Aufgabe », *Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte*, 1, 1953, p. 3-8. Sur l'histoire du concept en Allemagne, voir Hans Günter Hockerts, « Zeitgeschichte in Deutschland. Begriff, Methoden, Themenfelder », *Aus Politik und Zeitgeschichte*, 29/30, 1993, p. 3-19.
 31. Hermann Heimpel, « Über Organisationsformen historischer Forschung in Deutschland », *Historische Zeitschrift*, 189, 1959, p. 139-222.
 32. Martin Broszat, *et al.* (ed.), *Bayern in der NS-Zeit*, 6 vol., Munich, Oldenbourg, 1977-1983.
 33. Carola Lipp, « Histoire sociale et *Alltagsgeschichte* », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 106-107, 1995, p. 53-66.
-

AUTEUR

LUTZ RAPHAEL

Université de Trèves